

En 2014, Dites, si c'était VRAI

SOMMAIRE

Edito

En 2014, Dites, si c'était VRAI

Maison du Monde

Prochain café de l'actu : L'association des Foubouniens en Ile-de-France
Programme de la rencontre du 30 janvier sur la Syrie

Mois des 3 Mondes

Amis de Tuili : « Chercher l'eau »
Amis du Monde diplo : Les migrants : du départ à l'arrivée...
Evry-Palestine : 8h pour la Palestine
ATTAC : Contre la précarité, comment éradiquer le chômage

Peuples solidaires

Partenariat avec Actionaid Sénégal

Droits humains

Suite à l'agression d'Ibrahima Dia : Soirées de soutien à Sarlat et à Evry
14 janvier : Procès des agresseurs à Bergerac

Ritimo

Acquisitions du centre de doc

Aux croisements du monde

L'Ukraine, entre Europe et Russie

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-78-55-00

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Si cette année était celle de la victoire sur toutes les injustices, sur tous les silences minés, celle du réveil des libertés démocratiques bafouées ;

Si tous nos édiles à venir en cette année électorale donnaient la priorité à la solidarité affirmée, la lutte contre les discriminations et le progrès social sans faille, ce qui n'est en rien un frein à une meilleure santé économique et à des emplois retrouvés.

Si à l'aube de 2014 nous puisions notre énergie sur le modèle de Nelson Mandela et Stéphane Hessel qui nous ont quittés en 2013 ;

Si cette année était celle de l'aboutissement de la prometteuse révolution tunisienne qui chemine avec détermination vers la démocratie retrouvée et la levée de lois ancestrales, enfin loin du prisme déformant des médias dévoreurs de scoop ;

Si les armes se taisaient en Syrie avec la naissance d'un Etat de Droit respectueux de libertés trop longtemps occultées provoquant son cortège de violences, de morts et d'exactions ; dans ce pays de lumière culturelle ;

Si le Mali, le Centre Afrique et le Sud Soudan retrouvaient apaisement et libertés démocratiques loin des crimes trop souvent perpétrés au nom d'idéologies sectaires ou sous couvert de fausses croisades qui ne font qu'accroître misère, pauvreté et crimes en exacerbant la haine de l'Autre ;

Si l'année de la solidarité avec le peuple palestinien décrétée par les Nations Unies permettait la reconnaissance pleine et entière pour ce peuple d'un Etat de Droit sur les

frontières de 1967, faisant de la Palestine et d'Israël deux Etats reconnus, témoignage d'un Moyen Orient qui s'accepte et se vit pleinement, riche de ses différences ;

Si 2014 nous permettait de ne plus voir en France ces files honteuses d'un autre temps, d'étrangers au pied des préfectures, en quête de reconnaissance de droits humains ou simplement de régularisation ou renouvellement de leurs papiers ;

Si les Roms n'étaient plus perçus comme des voleurs ou quémanteurs défigurant notre paysage par leur misère tapie dans des campements de fortune mais avec les mêmes droits et mêmes devoirs que les autres citoyens européens ... Et si c'était maintenant un délit de les discriminer ? ;

Si nous prenions conscience des réponses raisonnées à apporter pour éviter les dérèglements climatiques, le manque d'emploi et l'absence d'avenir qui désespère ;

Si, enfin, nous, militants associatifs, étions reconnus comme des acteurs partenaires à part entière de la vie citoyenne, comme des bâtisseurs responsables au cœur d'une société toujours en mouvement, ouverte sur un monde en quête d'Avenir ;

Alors, Oh sûrement nous dirions Oui ...

Aussi, à l'aube de 2014 nous souhaitons que chacun prenne sa part pour que ces vœux deviennent réalité, en étant sur les chemins de sa vie un artisan de paix, de justice et de solidarité.

« Être homme, c'est être responsable, c'est sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue à bâtir le monde » (Saint-Exupéry).

évènement

Jeudi 30 janvier

19h à la Maison des syndicats d'Evry

Conférence -débat

QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

Contexte et enjeux géopolitiques du conflit
voir page 2

café de l'actu

Mardi 4 février

18h30 à la Maison du monde

**L'association des Foubouniens
en Ile-de-France**

(AFIF: association des Comoriens de Fombouni)
voir page 10



QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

Contexte et enjeux géopolitiques du conflit

- **Rétrospective historique des 50 dernières années**

Rania SAMARA, chercheuse associée à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, ancienne professeure de littérature et de traduction à l'Université de Damas et à la Sorbonne Nouvelle, traductrice littéraire,

- **De Hafez à Bachar al-Assad : les structures du régime syrien**

Farouk MARDAM BEY, Directeur des éditions Sindbad, éditeur chez « Actes Sud », ancien Conseiller culturel à l'Institut du Monde Arabe, grand connaisseur de la culture et de la littérature arabe,

- **L'irrésistible montée des extrêmes en Syrie et les pays limitrophes (Liban, Irak)**

Jean-Pierre PERRIN, journaliste à « Libération », où il s'occupe des dossiers du Proche et Moyen-Orient, auteur de « La mort est ma servante », sur son dernier séjour auprès des rebelles dans le nord de la Syrie,

- **Le contexte régional, notamment le Liban**

Ziad MAJED, chercheur et politologue libanais, auteur de nombreux ouvrages, articles et études sur le Liban, la Syrie et le monde arabe,

- **La Syrie et nous**

Jean-Pierre FILIU, professeur des universités à Sciences Po, Paris, après avoir enseigné aux Etats-Unis (Columbia et Georgetown). Ses ouvrages sur le monde arabo-musulman ont été diffusés dans une dizaine de langues. Il a séjourné en juillet 2013 dans les zones tenues par la révolution au nord de la Syrie.

- **Lecture du poème « Sept jours » de Nouri Al-Jarrah, poète syrien traduit par Rania Samara**

Soleïma ARABI, comédienne

Un cocktail amical conclura cette conférence-débat.

Lieu de la conférence : **Maison des Syndicats d'Evry** Place des Terrasses de l'Agora Tel : 01 60 77 21 56 - 06 51 62 94 59 - 06 64 36 26 61

RER ligne D / Gare d'Evry – Courcouronnes

« Chercher l'eau »

C'est le titre de la première chanson du répertoire musical du groupe Golokan.

Invités par les Amis de TUILI (Burkina Faso), dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale, et au programme du Mois des Trois Mondes, les jeunes musiciens animèrent le début de soirée.

Nous fumes vite transportés par le chant tantôt rap, tantôt slam, au rythme des différents instruments d'Afrique de l'Ouest : balafon, djembé, dunduns.

Une cinquantaine de personnes a manifesté son intérêt face aux précarités de l'eau et des solidarités que poursuivent les Amis de Tuili depuis 20 ans à l'auditorium du centre culturel municipal

de LISSES, le jeudi 21 novembre 2013.

En seconde partie, Aline, Christian, Marie-Hélène et Philippe de retour de TUILI, nous ont présenté, à l'aide d'un super diaporama, les photos des forages réalisés cette année, donnant l'accès à l'eau potable aux habitants des villages de Nangouma et Poédogo.

Nous avons ainsi réalisé concrètement l'investissement des populations villageoises sur les choix d'implantation, le suivi des forages, le souci de la formation à l'Hygiène.

Le dialogue avec la salle a permis d'aborder les questions relatives au prix de l'eau, à la maintenance des forages ...

Autre singularité, l'étude effectuée par deux jeunes étudiants burkinabés et encouragés par les Amis de TUILI. Pendant plusieurs mois, ils ont repéré les puits et les forages existants. Ils ont aussi recensé les populations éloignées de plus de 500 mètres d'un point d'eau. Cette étude sérieuse a montré la nécessité de réaliser 17 forages supplémentaires.

La « calebasse » a permis de réunir ce soir là plusieurs centaines d'euros, premier pas vers les 300 000 euros nécessaires au projet.

Rendez-vous, l'année prochaine.

Jeanine PARISOT.

LES MIGRANTS : DU DÉPART À L'ARRIVÉE, UN PARCOURS MARQUÉ AU SCEAU DE LA PRÉCARITÉ

Ce débat a été organisé dans le cadre du Mois des 3 Mondes, le samedi 7 décembre, par les Amis du Monde Diplomatique, à la Maison des Syndicats, Place des Terrasses, à Evry. Une cinquantaine de personnes y ont participé.

Farid Benaï, pris par l'organisation de la manifestation en commémoration de la marche des Beurs de 1983, et M. Pouria Amirshahi, retenu par des obligations personnelles, ont été remplacés par Jean-Claude Auguin, qui a accompagné les travailleurs sans papiers dans leurs démarches de régularisation.

En première partie, Aude Tincelin, Joana Zimmermann et Ramona Strachinaru, ont présenté les travaux effectués dans le cadre du collectif PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines). Le collectif PEROU s'investit dans les jungles du Nord et du Pas-de-Calais, avec les Enfants du Canal à Paris et sur le bidonville de Grigny pour dénoncer le péril et l'indignité des conditions de vie, pour déplacer le regard qu'on peut porter sur la précarité, pour repenser les modes d'action collective.

Aude Tincelin nous a présenté un travail photo et vidéo qu'elle a fait réaliser par les Roms pour décrire leurs conditions d'existence. Après la destruction et la reconstruction du bidonville de Grigny, elle nous a présenté le travail photographique réalisé pour montrer l'articulation de l'habitat dans le bidonville avec le reste de la ville.

Joanna Zimmermann, plasticienne, nous a

fait part de la pièce et de l'exposition qu'elle a réalisées à partir de son vécu sur le bidonville de Ris-Orangis, en bordure de la N7.

Ramona Strachinaru a accompagné les Roms dans leur recherche d'emploi et les a aidés à réaliser leur CV et leurs lettres de motivation. Elle nous a présenté ces documents d'une infinie richesse.

Jean-Claude Auguin, de l'UD CGT de l'Essonne, a accompagné les travailleurs sans papiers dans leurs demandes de régularisation. Après avoir passé une vidéo qui retraçait leurs actions, il a brossé un historique de leurs luttes, avec les victoires et les difficultés.

La lutte des sans-papiers débute en 2004 à la blanchisserie Modelux de Chilly, qui en emploie 24. La préfecture souhaite les expulser, mais l'employeur se plaint auprès du préfet qu'il devrait fermer son entreprise.

Après une grève, ils obtiennent 22 régularisations. Cet évènement est emblématique de l'hypocrisie à laquelle ces travailleurs sont soumis. D'un côté, ils sont indispensables puisqu'ils occupent souvent des postes difficiles et délaissés, d'un autre côté, ils sont soumis à la pression de leur situation de clandestins. Selon une étude de l'université de Lille, on estime que leur présence laisse un solde positif de 12,4 milliards d'euros à l'économie française. Cette hypocrisie se retrouvera à toutes les étapes de leurs démarches. Après des actions isolées telles que celles du Buffalo Grill de Viry, du restaurant de la Grande

Armée, des actions de plus grande envergure prennent corps. En 2009, 6800 sans papiers mènent une grève très dure qui durera plus d'un an, avec occupation des marches de l'Opéra Bastille. Ces luttes ont eu un retentissement international, avec le soutien de nombreuses organisations étrangères et la présence aux Forums Sociaux Mondiaux. Malgré les difficultés provoquées par les préfectures, on obtient de nombreuses régularisations.

La progression des luttes a amené une progression des objectifs, avec un glissement du vocabulaire. Si on parlait au début de clandestins, on a parlé ensuite de sans papiers, puis de travailleurs sans papiers. On parle aujourd'hui de travailleurs sans droits, et le combat consiste maintenant à ce que tous les travailleurs aient les mêmes droits.

Le phénomène des migrants est très répandu, on estime leur nombre à 200 millions dans le monde, dont 400 000 en France. Les politiques répressives menées partout dans le monde n'empêchent pas l'immigration, mais sont destinées à les contraindre à se soumettre.

La mise en œuvre de ces solidarités permet d'atténuer le sentiment de précarité qui les entoure. Leur combat est aussi le nôtre. Jamais un pays n'a vu la vie de sa population s'améliorer pendant qu'on persécutait sous ses yeux une minorité quelle qu'elle soit.

Jacques Simon

mois des 3 mondes

L'EAU

(REFRAIN)

Il nous faut aller chercher l'eau.

Et surtout tenir bon les seaux.

Pour se laver et cuisiner, il va falloir beaucoup marcher.

Prendre garde de ne pas tomber ! Sinon faudra se relever.

Et même s'il est loin le puits. C'est grâce à l'eau, qu'on est en vie.

Tous les jours... Le matin et le soir.

L'Eau ! Élément pur et naturel. Se partageant entre Terre et Ciel.

Aussi bien, salvatrice que mortelle. C'est un don, un cadeau. On ne peut faire sans elle.

Partie dominante de la planète. Elle emplit

nos corps, elle emplit nos têtes.

Formée d'hydrogène, formée d'oxygène.

Pour elle seule, les passions se déchainent.

Enchaînée au seul fait qu'elle est faite pour faire vivre nos êtres.

A l'autre bout de la planète, c'est la fête tu parcours plusieurs kilomètres.

Pour la chercher et l'obtenir. Pour la ramener et la contenir.

Pour te laver ou la faire cuir. Sans elle, condamner à mourir.

Pas tous ego sur la question de l'eau, pour certains c'est fardeau et pour d'autres c'est cadeau.

D'autres ouvrent un simple robinet. Certains la cherchent à dos de mulet.

(REFRAIN)

C'est une goutte, puis une flaque. Se transforme en marre et finit en lac.

D'où coule des rivières qui traversent la Terre, ce transforment en fleuves et finissent dans la mer.

Aucune force, ne peut l'arrêter. Elle s'infiltrer de toutes parts et de tous les cotés.

Elle constitue tous êtres vivants, du rampant au volant, de la graine à l'enfant.

Transparent et fluide tel est le liquide. Quand il part en vrille, vil et rapide,

rien ne sert de courir observe la beauté de cette vague de 15 mètres qui vas t'emporter

L'eau ! Élément pur et naturel.

L'eau ! Représentant l'essentiel.

L'eau ! H2o reflet du vivant, douce et limpide telle une mère te berçant.

(REFRAIN)

Paroles : Lionel Koeltz / Philippe Sache

Musique : Golokan

Copyright ZAPETA Prod. 2013

Huit Heures pour la Palestine à Evry

Gaza, Palestine étranglée mais résistante et vivante.

mois des 3 mondes

Comme les années précédentes, c'est à l'invitation d'organisations syndicales de l'Essonne et portées par le collectif Palestine Evry Essonne, dans le cadre du Mois des 3 Mondes, que se sont tenues, le 30 novembre, les Huit Heures pour la Palestine, qui ont rassemblé un auditoire de 300 personnes dont un certain nombre venait pour la première fois. Notre thème cette année était Gaza, décision prise à l'issue de notre mission de Mai 2013 à Gaza et de la terrible détérioration de la situation des Palestiniens de Gaza passée totalement sous silence à ce jour.

De l'émotion

Deux moments d'émotions, l'un pour annoncer les 25 ans d'Evry Palestine, initiatrice du jumelage avec le Camp de réfugiés de Khan Younis, et dont l'histoire est étroitement liée depuis 1999 au jumelage – en témoignent les actions accomplies tout au long de ce quart de siècle, notre dernier projet étant la ludothèque opérationnelle depuis avril dernier ; l'autre moment durant lequel nous avons de nouveau entendu la voix et vu la silhouette de Stéphane Hessel au cours de l'hommage qui lui a été rendu. Ardent défenseur de la cause palestinienne, il avait été l'invité d'honneur des Huit Heures en 2011.

L'intervention de l'Ambassadeur*

Parmi nos invités palestiniens, M. Hael Al Fahoum, Ambassadeur de Palestine en France, de retour du Forum de la coopération décentralisée à Dunkerque, s'est félicité de la mobilisation croissante des collectivités locales européennes envers la Palestine, habituées jusqu'alors à se satisfaire de communiqués et de déclarations. Il a aussi souligné le potentiel et le génie du peuple palestinien – valeur ajoutée pour la stabilité, non seulement au Proche-Orient mais également au sein de la communauté internationale, dès lors qu'il aura pu retrouver ses droits nationaux. De retour lui aussi du Forum, le maire de Salfit, jumelée avec Ris Orangis, a évoqué Dunkerque détruite pendant la 2ème guerre mondiale, dont la reconstruction fournit un message positif à l'adresse des Palestiniens.



Des témoignages

Nous avons eu le plaisir d'écouter Amira Hass, journaliste israélienne de renom au quotidien Haaretz et actuellement correspondante en Cisjordanie, dont beaucoup d'entre nous lisent avec intérêt les articles diffusés sur internet. Comme tous les journalistes israéliens, Amira Hass n'a plus l'autorisation d'entrer à Gaza depuis 2006, même si elle a réussi à y entrer pour une brève visite après l'offensive israélienne de 2008-2009.

Des membres d'Evry Palestine ont restitué leurs impressions, émotions et témoignages, issus de leurs rencontres avec la société civile et les acteurs palestiniens de la solidarité économique et sociale. Amir Hassan, professeur de Français à Gaza, actuellement en France, a conclu cette séquence par un constat terrible de la situation des Gazaouis enfermés par la mer, le ciel, la terre et dépourvus de nationalité. Cette séquence de témoignages était illustrée par l'exposition « Gaza, étranglée, meurtrie mais résistante et vivante », conçue et réalisée par Evry Palestine en cette occasion.

Nous n'avons malheureusement pas pu entendre Mazen Abu Zaid, président du Comité populaire du camp de réfugiés de Khan Younis, empêché de franchir la frontière de Rafah, victime du blocus et des dissensions internes à Gaza. Au départ, Mazen Abu Zaid devait être invité par la mairie d'Evry, mais celle-ci y avait

finalement renoncé et Evry Palestine avait dû organiser sa venue dans un temps très court.

La stratégie israélienne envers Gaza*

Le débat central portait sur la stratégie israélienne envers Gaza et les réponses que nous pouvons y apporter. Amira Hass et Hassan Balawi, journaliste palestinien, ont livré leurs analyses. Hassan Balawi a mis en lumière le rôle central historique de Gaza dans la construction du projet national palestinien, projet mis à mal par la stratégie israélienne d'isolement de Gaza. Amira Hass a démontré ce processus israélien pernicieux qui, en réalité depuis 1991, et avec l'accord tacite de la communauté internationale, conduit, par le biais de restrictions et d'interdictions de circulation, à une séparation géographique et sociétale à l'intérieur de la Cisjordanie et entre cette dernière et Gaza. Selon elle, le blocus a donc bien d'autres origines que l'arrivée au pouvoir du Hamas. La séparation entre Cisjordanie et Gaza, la création des 3 zones A, B et C, la construction de colonies aboutissant à la formation d'enclaves palestiniennes contribuent à ce qu'elle appelle « la solution de 10 Etats et non de 2 Etats ». En outre, en dépit du retrait israélien de 2006, Gaza est toujours sous occupation : en témoigne l'obligation du recensement de la population gazaouie dans les registres de l'état-civil israélien. La stratégie israélienne a donc comme objectif d'empêcher l'établissement d'un état palestinien.



Quelles réponses y apporter ?

Claude Léostic, porte-parole de la campagne « un bateau français pour Gaza » et présidente de la plateforme des ONG pour la Palestine, nous a présenté une nouvelle initiative navale pour briser le blocus, au départ de Gaza cette fois-ci ; il s'agit de l'opération internationale « Arche de Gaza » qui revendique le droit au commerce et à la liberté de circulation des biens et des personnes, en organisant le départ

depuis le port de Gaza d'un bateau chargé des produits palestiniens commandés par des citoyens du monde entier.

Au terme de cet événement, nous avons décidé le lancement, avec le soutien d'organisations du Collectif, de l'appel « Agir pour Gaza » en direction de tous nos élus, afin d'obtenir de la France et de l'Europe des actions fermes et publiques envers Israël, appel repris par notre association nationale,

l'AFPS, pour lui donner une dimension nationale. (Voir l'encadré)

Evry Palestine, comité local de l'AFPS

Site : www.evrypalestine.org

Courriel : contact@evrypalestine.org

* Vous pourrez retrouver des articles consacrés au discours de l'Ambassadeur et aux interventions d'Amira Hass et Hassan Balawi dans une prochaine édition de la Lettre.

GAZA : LA FRANCE ET L'EUROPE DOIVENT AGIR

Depuis plus de 6 ans, la Bande de Gaza vit sous un blocus inhumain et illégal, imposé par l'Etat d'Israël, puissance occupante, en violation flagrante de la quatrième convention de Genève et des conventions pour les droits de l'Homme.

Ce blocus, associé aux attaques meurtrières de 2008-2009 et de 2012, aux restrictions injustifiables à la pêche dans les eaux territoriales de Gaza, à l'impossibilité de cultiver dans la zone tampon décrétée unilatéralement par Israël, **ruine l'économie de Gaza et fait vivre à sa population un calvaire insupportable.** La fermeture des tunnels, décidée par l'Egypte, a supprimé cette voie bien précaire d'approvisionnement, stoppé net la reprise de l'activité de construction du secteur privé, et considérablement aggravé la situation des 1,7 millions de personnes qui vivent à Gaza. Et les bombardements par l'aviation israélienne, les assassinats ciblés, les attaques de la marine contre les pêcheurs, les tirs de l'armée contre les paysans, n'ont jamais cessé.

Un an après le cessez-le feu qui a suivi l'opération militaire d'Israël contre Gaza en novembre 2012, **l'ONU constate que la situation des Palestiniens de Gaza s'est encore considérablement dégradée.** Et l'UNRWA (organisation de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens) ne peut plus faire face aux besoins d'urgence compte tenu de ses moyens financiers. Même les constructions ou reconstructions d'écoles ont dû être stoppées faute de matériaux de construction. Les services hospitaliers sont sévèrement atteints, et les égouts se déversent dans les rues faute d'énergie pour le pompage. L'eau est impropre à la consommation dans 95%

des cas, avec une perspective de destruction irrémédiable de la nappe phréatique à court terme.

Aux autorités égyptiennes, il faut demander de **rouvrir largement aux personnes le terminal de Rafah**, et de **l'ouvrir aux marchandises**, mesure rendue urgente par la destruction des tunnels qu'ils ont décidée.

Mais **le premier responsable de la situation à Gaza est l'Etat d'Israël, puissance occupante au sens du droit international**, et tenu de ce fait par les obligations de la 4ème convention de Genève.

Gaza est victime d'une stratégie délibérée d'Israël pour l'étrangler, ruiner son économie et son environnement, et l'isoler du reste de la Palestine. Et cela, alors que les habitants de Gaza demandent avant tout de pouvoir travailler, étudier, produire, exporter et importer, échanger avec le reste du monde comme tous les pays de la planète, et accéder à leurs droits légitimes.

Les déclarations qui condamnent le blocus de Gaza ou demandent qu'il soit levé au plus vite sont nombreuses de la part de l'Europe, des Nations-Unies et de la France (même si nous regrettons l'absence de déclaration publique sur ce point lors de la visite du Président de la République en Israël et Palestine en novembre 2013).

Il est temps de mettre les actes en conformité avec les paroles. Il n'est plus possible de s'en tenir à quelques gestes humanitaires, comme si Gaza était victime d'une catastrophe naturelle, sans s'attaquer au blocus et à l'occupation. Le blocus de Gaza doit être levé, la liberté de circulation pour les

personnes et pour les marchandises doit être rétablie dans les deux sens aux postes frontières avec Israël, les zones de pêche et de culture rétablies, une liaison assurée entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Un plan d'urgence doit être adopté pour l'eau, en limitant strictement les prélèvements d'eau par Israël entre la Cisjordanie et Gaza, et en assurant un approvisionnement d'urgence de Gaza en eau potable.

Au-delà de ces mesures d'urgence, **Gaza a le droit de vivre** : son aéroport doit être reconstruit, les travaux du port démarrés, la liaison permanente et sécurisée entre Gaza et la Cisjordanie assurée comme prévu par les accords d'Oslo, des ressources en eau mobilisées en proportion du nombre d'habitants. C'est, au-delà de la résolution de la crise actuelle à court terme, un ensemble **d'objectifs essentiels sans lesquels aucune paix ne sera juste et durable.**

Ces exigences doivent être portées fermement par la France et l'Europe, elles doivent être assorties de sanctions si Israël ne s'y conforme pas.

Nous appelons nos élus des municipalités de l'Essonne, du Conseil Général de l'Essonne, du Conseil Régional Ile de France, nous appelons les Députés et Sénateurs de l'Essonne, à porter cet appel auprès du gouvernement et du Président de la République, pour une action au niveau de la France comme de l'Europe. Nous appelons nos députés européens à porter cet appel auprès des autres parlementaires européens, du Conseil Européen et de la Commission Européenne. Nous attendons du gouvernement français et de l'Union Européenne des actions fermes et publiques dans ce sens vis-à-vis d'Israël.

CONTRE LA PRÉCARITÉ, COMMENT ÉRADIQUER LE CHÔMAGE. » *

Le 28 novembre 2013, Attac Centre Essonne a organisé ce débat dans le cadre du Mois des trois mondes à l'université d'Évry avec Bernard Friot et Cédric Durand. Bernard Friot, universitaire à la retraite, est le créateur du "Réseau salariat" et auteur de livres dont "L'enjeu du salaire". Cédric Durand est économiste, il a dirigé la rédaction du livre "En finir avec l'Europe". Le débat a été présenté par Xavier Sanchez, enseignant-chercheur et syndicaliste de l'université d'Évry, et Didier Brisebourg, coordinateur du Comité local ATTAC-Centre-Essonne.

Il y a eu un exposé préliminaire de Cédric Durand et de Bernard Friot puis des séances de questions et réponses. Cédric Durand est parti prématurément pour honorer une autre réunion. Les propos de chacun des intervenants sont regroupés.

Exposé de Cédric Durand

Cédric Durand présente le concept d'EDR (État comme employeur en dernier ressort). Il commence par un constat. La crise actuelle qui a démarré en 2007-2008 a fortement augmenté le chômage. Ce chômage est un gigantesque gâchis de ressources. Les jeunes arrivent sur le marché du travail avec un potentiel très fort, ils viennent d'être formés, ils sont à jour de la technologie ("up to date" en Anglais). S'ils subissent une période de chômage, leurs compétences s'usent très vite. On peut dire que le chômage des jeunes est un énorme gâchis de la formation.

Cédric Durand s'appuie sur un article de 1973 de Hyman Minsky expliquant comment atteindre le plein emploi. Minsky est un post-keynésien qui donne une dimension historique à la crise : lorsque l'on s'éloigne d'une crise, on l'oublie... et une autre crise arrive.

Actuellement, pour créer des emplois, les libéraux préconisent de favoriser l'investissement privé en baissant les salaires, les cotisations et les impôts. Pour les keynésiens, c'est l'investissement public qui est préconisé. Dans les deux cas, il faut qu'il y ait espérance de profit pour embaucher. Minsky propose une troisième voie pour résoudre le chômage, même sans croissance. De toute façon, la croissance a de gros défauts, elle détruit l'environnement, elle accroît les inégalités, elle augmente l'importance du capital. La solution est l'État employeur en dernier ressort (EDR).

Qu'est-ce que l'EDR ? L'EDR est une politique d'emploi. Il faut prendre les chômeurs tels qu'ils sont et leur donner des emplois. Tout le monde aurait droit à un emploi. L'État et les Collectivités publiques ouvriraient des emplois au salaire minimum

dans les domaines de la santé, de l'environnement, du para-scolaire, etc. Aujourd'hui, ces emplois ne sont pas pourvus parce qu'on ne peut y dégager que de faibles gains de productivité. L'EDR n'a pas une stratégie orientée vers la rentabilité mais vers la valeur d'usage. Il s'oppose à la logique de compétitivité. Il supprime l'armée de réserve des chômeurs. Il suppose qu'on taxe fortement les revenus du capital. Il est incompatible avec le libre-échange à cause des déficits commerciaux et est incompatible avec la liberté de circulation des capitaux. La question de l'environnement international se pose. La rupture avec l'Union européenne est inévitable.

Le traitement actuel du chômage coûte 4,5 points de PIB. L'EDR coûterait la même chose.

Et l'EDR est la proposition institutionnelle minimum pour détecter une politique progressiste. Le reste, c'est du replâtrage.

En conclusion, le chômage n'est pas une fatalité, il y a une solution.

Exposé de Bernard Friot



Bernard Friot explique que Cédric Durand vient de présenter le droit à l'emploi et que lui, il va présenter le droit au salaire.

Pour éradiquer le chômage et, en plus, dynamiser le travail, la solution c'est d'éradiquer l'emploi. L'emploi c'est la conséquence de l'existence du marché du travail et de l'existence de propriétaires de

l'outil de production. L'emploi, c'est affecter le salaire à un poste de travail. C'est l'emploi qui est payé, pas le travailleur.

À l'inverse, le fonctionnaire a un salaire à vie, un salaire lié à sa personne, lié à son grade. L'invention de la Fonction publique est formidable car elle délivre le travailleur du marché du travail et de l'emploi. Il faut généraliser la sécurité du salaire du fonctionnaire à tous.

Le marché du travail est une broyeuse car il est supposé que c'est le poste de travail qui crée la richesse.

En finir avec le marché du travail, c'est en finir avec la précarité. Or le capitalisme suppose la précarité du marché du travail pour fonctionner et maximiser les profits.

C'est pourquoi on assiste à une attaque systématique contre la Fonction publique.

Les retraités aussi sont libérés du marché du travail. Les libéraux disent que les retraités ne travaillent pas et qu'ils relèvent de la solidarité intergénérationnelle. Mais c'est faux, la retraite, ce n'est pas la fin du travail, c'est la libération de l'emploi. Toutes les revendications du plein emploi échouent. Il faut, pour tout le monde, le salaire à vie des fonctionnaires ou le salaire continué des retraités.

Propositions : un salaire à vie dès l'âge de 18 ans ; le salaire est inconditionnel, c'est un droit politique comme le droit de vote. Ce salaire à vie est un droit du sol (entendu comme territoire, non lié à la nationalité). Il y a 4 niveaux de salaires correspondant à 4 niveaux de qualification. Le 1er niveau de qualification donne droit à un salaire de 1500€ mensuel, il est attribué sans condition à partir de 18 ans. Le 2ème niveau de qualification est obtenu comme une VAE (validation des acquis de l'expérience) concernant un travail concret passé. Le salaire correspondant est de 2500€. Pour les 3ème et 4ème niveaux à 3000 et 6000€, il y a une épreuve de

qualification basée sur l'évaluation du passé. L'évaluation porte toujours sur le passé, jamais sur le présent (l'évaluation du travail présent est une aberration).

Chiffrage : le salaire moyen actuel est de 2100€, ce qui correspond à 2700€ actuels puisqu'il n'y aura plus d'impôt, plus de TVA. (idem pour les 1500€ qui correspondent à 1800€ actuel et 6000€ qui correspondent à 8500€ actuels). Salaire à vie pour 50 millions de personnes = 2100€ * 50 millions * 12 = 1260 milliards d'€ = 60% du PIB. C'est donc possible. L'entreprise cotise 60% de sa valeur ajoutée pour les salaires, 30% d'investissement (15% d'autofinancement, 15% en cotisations), 10% pour financer la gratuité. Cette proposition sous-entend la suppression de la propriété lucrative de l'outil de production. Chacun devient copropriétaire des lieux d'usage de production.

Cela solutionne l'échec patent du capitalisme à produire de la valeur soutenable (sustainable en Anglais, compatible avec l'avenir écologique). Cela permet de changer la nature du travail, on assistera à une multiplication des inventions.

Il y a une valeur anthropologique du travail, une nécessité d'altérité, il ne faut pas s'inquiéter de l'objection qu'un salaire à vie détournera les salariés du travail. Ceux qui disent qu'ils resteront sous la couette ou iront vivre à Marrakech avec leurs 1500€, c'est qu'ils se sont déjà heurtés durement au marché de l'emploi.

Il faut bien faire la différence entre les deux valeurs du travail, sa valeur d'usage et sa valeur économique. Lorsque l'on accompagne son enfant à l'école, on

produit une valeur d'usage mais pas de valeur économique. Si c'est une assistante maternelle qui accompagne l'enfant, c'est la même valeur d'usage qui est produite mais il y a aussi production d'une valeur économique.

Le diplôme est une reconnaissance de la capacité à produire de la valeur d'usage. La qualification est la reconnaissance de la capacité à produire de la valeur économique.

Il n'y a pas d'exemple de société organisée autour de la production de la valeur d'usage (objection dans la salle avec l'exemple des sociétés touaregs). La coordination marchande fonctionne pour la pâtisserie mais serait catastrophique pour le logement, le transport, etc. Il faut une coordination par tiers avec les copropriétaires des entreprises, une coordination des conflits entre les entreprises et les caisses. Le conflit est parfaitement démocratique.

Le crédit est totalement supprimé. L'impôt disparaît. il n'y a plus de TVA. L'impôt a été une avancée démocratique, certes, mais actuellement, l'impôt est utilisé par les libéraux contre la cotisation, l'impôt est une arme des libéraux. CQFD. (Et message au Front de Gauche et sa révolution fiscale.) Il ne faut pas revendiquer la taxation du capital car c'est le légitimer, il faut supprimer le dividende, pas le taxer : s'il n'y a plus de dividendes, il n'y a plus de recettes fiscales.

45% du salaire sont déjà cotisés. Elle sera généralisée à 100%. Ce n'est pas de l'utopie, c'est la continuation de ce qui a existé et existe encore, c'est le développement de cette invention géniale

qu'est la cotisation. De 1947 à 1961, la Sécu, l'équivalent du budget de l'État a été géré par des élus des salariés. Ça a fonctionné. Ce n'est pas une utopie. Il ne faut pas faire que du mémoriel, il faut être activement continuateur du CNR.

En augmentant les cotisations (comme l'a fait Croizat en 1947 avec les Allocations Familiales), les prix augmentent, il y a création de monnaie, il y a valorisation de la valeur produite (par les familles), il y a augmentation du PIB. Donc l'augmentation des cotisations augmente mécaniquement la richesse constatée par le PIB. (idem pour la Sécu, les retraites).

La lutte des classes porte sur la définition de la valeur économique. La valeur économique, c'est l'expression de la violence capitaliste. Les propriétaires accaparent 35% de la valeur produite dont 15% pour rémunérer le capital (sur les 2000 milliards d'€ produits, 700 milliards d'€ vont aux propriétaires qui en remettent 400 milliards en investissements et gardent 300 milliards de profits). C'est du parasitisme social. Il faut être candidat au remplacement de la bourgeoisie pour la définition de la valeur économique. Le salariat est une classe révolutionnaire à constituer. Penser le 20ème siècle, c'est honorer les luttes ouvrières. Le capitalisme n'est pas dépassable, il est supprimable.

En conclusion, il faut libérer le travail en le libérant de l'emploi.

Jean-Yves Sage

Notes :

* les enregistrements audio de cette conférence sont disponibles sur

<http://partage.mescontenusv2.orange.fr/n/664-2/share/LNKibqVglpudp83a39UzLqDh8pLE/>

POINT D'ÉTAPE SUR LE PARTENARIAT AVEC ACTIONAID SÉNÉGAL

Le cadre du projet en partenariat avec ActionAid Sénégal se précise. Nous chercherons à améliorer les conditions économiques et sociales des femmes paysannes, et la réalisation de leurs droits fondamentaux en travaillant sur trois axes complémentaires :

(1) l'accès des paysan-e-s aux services de base (intrants de qualité, crédit, appui technique – notamment en agro-écologie –) ;
(2) le développement des activités économiques et politiques des femmes paysannes ;
(3) la mise en relation de toutes ses actions locales avec le niveau national et international. Le travail de conception supplémentaire nécessaire jusqu'au dépôt du dossier à l'Agence Française du Développement (AFD) s'avère plutôt

difficile à distance, et il est envisagé une seconde mission du Chargé de Projets pour travailler avec l'équipe sur place. En parallèle, plusieurs groupes locaux intéressés pour participer à ce projet se sont manifestés, et les discussions sont en cours. Enfin, la présentation par l'AFD de son nouveau cadre d'intervention, vient confirmer les opportunités pour Peuples Solidaires et ActionAid Sénégal. Le chemin est encore long jusqu'à la finalisation du dossier de projet mais on avance !



AGRESSION RACISTE CONTRE IBRAHIMA DIA

A l'approche du procès d'Ibrahima, aussi bien à Evry qu'à Sarlat on s'est mobilisé pour le soutenir. En décembre, son épouse Michèle et quelques proches l'ont accompagné une dernière fois à Bergerac auprès de son avocat, maître Daniel-Lamazière. D'autre part, un contact de longue date avait été pris avec des militants antiracistes de Sarlat qui, de leur côté, ne sont pas restés sans réaction : information de la presse locale peu après les faits puis, avant le procès, organisation de la mobilisation pour la soirée du 13 janvier à Sarlat en présence d'Ibrahima, de Michèle et de quelques amis d'Evry, et pour une présence significative à Bergerac le jour de l'audience, par la large diffusion d'un tract et le communiqué de presse ci-après. A Evry, la mobilisation a été forte pour la soirée du 10 janvier (voir ci-après), mais aussi pour le déplacement en Dordogne.

A Sarlat

Les deux voitures parties d'Evry le matin, ce lundi 13 janvier, ont transporté jusqu'au cinéma Rex de Sarlat Ibrahima, Michèle et cinq ami(e)s. A 20 heures, ils ont rejoint la cinquantaine de personnes qui s'étaient déplacées pour assister à la projection du film retenu par le comité de soutien de Sarlat et le directeur de la programmation du Rex, habitué des séances d'art et d'essai suivies de débats.

La projection a été précédée d'une courte introduction de ce dernier, suivie de celle de Jean-Luc au nom du comité de soutien du Sarladais. Après la projection, le débat a été animé par Vincent Lelièvre, historien, membre du Comité régional de la Ligue des Droits de l'Homme. Il a replacé le procès dans le contexte actuel « de la crise économique qui fournit un terrain propice au développement du racisme » et insisté sur « la nécessité pour les militants antiracistes de réponses appuyées sur une analyse fine de la situation ».

Après la projection du film qui présente, avec une volonté didactique évidente, une diversité de situations individuelles, le débat s'est engagé. Diverses interventions ont insisté sur ce qui fait précisément le charme de ce film mais aussi sa faiblesse, car les réponses à la crise dépassent le cadre individuel et sont de la responsabilité des politiques. D'autres ont souligné le courage d'Ibrahima d'avoir porté plainte. Le lien a également été fait entre les propos entendus par Ibrahima et l'esclavage qui a marqué la mémoire collective dans ce pays. Ensuite quelqu'un a exprimé le souhait de dépasser ce fardeau hérité du passé et la volonté de regarder vers l'avenir commun. Enfin il faut relever qu'un ami des trois prévenus s'était déplacé pour essayer d'insinuer le doute, par deux fois, sur la véracité des événements tels que décrits par Ibrahima.

Depuis Beaumarchais la technique de la calomnie est la même, « insinuez, insinuez, il en restera toujours quelque chose ». Malgré cela, de l'avis des organisateurs, la soirée a été une réussite pour Sarlat. Lors du pot de l'amitié organisé dans la foulée au bar du cinéma, les échanges informels ont pu se poursuivre durant un bon moment.

A Bergerac, en attendant le procès

Le 14 janvier, à 0h,30, une trentaine de personnes ont pris un bus à Evry pour Bergerac. Ibrahima a donc été accompagné par un groupe important de militants des deux villes, auxquels se sont ajoutés des amis venus de Périgueux, de Bordeaux, de Toulouse... L'ambiance était plutôt euphorique, puisque nous avons pu constater que les médias locaux avaient largement couvert l'événement, notamment Le Parisien-Aujourd'hui en France avec une photo d'Ibrahima et le titre de

son interview « J'ai été insulté et frappé parce que je suis noir ». Il faut y ajouter L'Humanité, avec une page entière, Sud-Ouest et L'Echo de Dordogne qui ont annoncé le procès. Même des médias nationaux importants (France Inter, France Info et France Bleue) en avaient parlé dans la journée, ce qui lui donnait une portée nationale inattendue. En fin de matinée, les médias locaux étaient présents, ainsi que des antennes des médias nationaux. Ibrahima, son épouse et son avocat ont été interviewés. Une grande banderole de soutien avait été déployée devant le tribunal, beau monument situé en plein centre ville. L'issue du procès ne pouvait donc qu'être favorable au plaignant !

Le procès, la sentence et après...

Mais c'était sans compter avec les avocats de la partie adverse et l'intervention de madame le Procureur, qui ont démontré et démonté les multiples irrégularités de l'enquête de gendarmerie. Et nous avons déchanté ! Bien que la plainte soit toujours recevable et non entachée de nullité, comme l'a bien souligné le procureur, et qu'en conséquence les agresseurs n'aient pas été relaxés - ce que demandaient leurs deux avocats -, le jugement était reporté à une date non fixée pour une reprise totale de l'enquête par un juge qui sera nommé à cet effet. Tout repart donc presque à zéro, comme a dit Ibrahima, qui a affirmé sa détermination à ne pas lâcher l'affaire jusqu'à ce que justice soit faite. L'association de soutien à Ibrahima a donc encore, hélas, plusieurs années devant elle et le soutiendra jusqu'à bout quoi qu'il arrive.

Ramon Gomez
Michel Chesseron



Copyright : Photothèque Rouge/MILO

SOIRÉE DE SOUTIEN À EVRY

Cette soirée du vendredi 10 janvier à la Maison des Syndicats d'Evry a été un franc succès, puisqu'environ 120 personnes y ont participé. Un public très varié, qui n'a pas souvent l'occasion de se rencontrer, venu du monde associatif, syndical, politique, du quartier, ou bien à titre amical ou personnel, suite à la large diffusion de l'information. Une rencontre empreinte de beaucoup d'émotion, du fait de sa nature inhabituelle, puisqu'il s'agissait de soutenir quelqu'un, un proche qui plus est, victime d'un acte raciste caractérisé. Il y avait une atmosphère où flottait comme un parfum de fraternité. Un pari réussi pour les organisateurs qui l'ont préparée depuis de nombreuses semaines, parallèlement à l'organisation du soutien lors du procès des agresseurs à Bergerac le 14 janvier.

La soirée a été ouverte par Ibrahima lui-même qui a raconté non sans humour l'aventure de ce Noir compatriote de Senghor et « fils de Césaire » déclaré persona non grata dans cette région de Dordogne appelée le « Périgord noir ». Il a déjà donné sa version des faits dans le N° 175 d'octobre de la lettre de la Maison du Monde. Mais, oralement, cela prenait un accent plus émouvant par le son de sa voix, ses gestes, les détails apportés, par l'expression de son incompréhension, de son désarroi d'avoir, lui, été victime du racisme, alors qu'il se considère comme un homme de paix ouvert aux autres cultures, et par l'explication de sa décision de porter plainte afin de faire barrage à de tels méfaits.

Puis, c'est Ramon Gomez, président de l'Association de Soutien à Ibrahima Dia, qui a pris la parole longuement, dans une riche intervention, pour rappeler le sens de cette soirée : soutenir Ibrahima avant qu'il soit confronté à ses agresseurs, condamner le racisme d'où qu'il vienne et donner la parole au public, avant de partager un repas préparé par des soutiens.

En commençant, il a remercié toutes celles et tous ceux qui se sont impliqués dans le soutien depuis l'agression, notamment à travers les organisations syndicales, associatives et politiques. Puis il a rappelé le chemin parcouru par Ibrahima pour se relever, « dépasser l'humiliation morale qu'il ressentait », reprendre confiance en lui, il a rappelé aussi « le chemin qu'il lui reste à parcourir pour « rebondir plus fort encore dans cette détermination qu'il a toujours manifestée : son engagement dans la lutte collective contre le racisme et pour une société plus

fraternelle ». D'où « l'importance du jugement qui sera rendu ». Cette agression sera-t-elle traitée comme un « fait divers » ? Pour lui, ce n'en est pas un. Pourquoi « cette haine d'un seul coup exprimée » par ses agresseurs, « ce sentiment-là » qu'Ibrahima « avait vu dans leurs yeux » ? Ramon l'a expliqué par le « contexte général de radicalisation en profondeur du Parti de la Haine » et s'est interrogé sur les incidences sur l'audience du climat actuel qui a, par exemple, permis les insultes envers Mme Taubira notamment. Vu qu'il y a eu guet-apens, « la stratégie de défense des agresseurs sera de nier tout en bloc, de déstabiliser Ibrahima », sachant qu'ils encourent la prison ferme. « La manière avec laquelle sera exprimée cette condamnation définira la force de son message à l'adresse de celles et de ceux qui seraient tentés de se lâcher ailleurs, sur d'autres "étranges étrangers", ou même d'en user à des fins politiciennes. »

Ramon s'est longuement attardé sur les causes de ce racisme qui sont lointaines, sur son expression devenue banale, sur les politiques qui l'entretiennent, de l'extrême droite dont « l'idéologie est bâtie sur la préférence nationale » jusqu'à la « droite décomplexée » dont le chef est en train d'initier une nouvelle bataille idéologique qui aboutira à la remise en cause du "Droit du Sol" au profit du "Droit du Sang" ». Les agresseurs « ont frappé Ibrahima pour sa couleur de peau, pour sa négritude ». En le traitant en même temps de « sale Antillais », « c'est peut-être même tout un peuple libéré de sa servitude et de l'esclavage » qu'ils ont voulu frapper (l'un d'eux possède des biens et une entreprise d'exploitation forestière sur l'île de Saint-Martin). Demain, si cela devait arriver à d'autres, a-t-il dit en conclusion, qu'ils retiennent « de notre réunion de ce soir » qu'ils peuvent parler « parce que les mots soulagent aussi les maux », qu'ils soient « convaincus que l'on peut réagir, se relever, lutter contre ce que l'on a subi, et que quoi qu'il arrive on en ressort plus fort », qu'ils peuvent « se mettre en lien avec d'autres militants et prendre contact avec des organisations, des associations, pour ne pas rester seul », qu'ils peuvent « retrouver espoir et courage » en s'appuyant sur « des femmes et des hommes qui refusent les discriminations, le racisme et la xénophobie et sont un point d'appui dans un vivre ensemble solidaire, pour un avenir commun qui reste encore à construire ».

suite page suivante →



Copyright : Photothèque Rouge/MILO



Copyright : Photothèque Rouge/MILO



Copyright : Photothèque Rouge/MILO

→ suite de la page précédente

Autres témoignages

Ensuite, et ce ne fut pas le moins émouvant, une quinzaine de personnes ont pris la parole pour livrer leur témoignage ou leurs impressions. Saliou a dit son regret de n'avoir pas porté plainte quand il a été victime d'agression, mais surtout comment est ressenti le racisme chez les Noirs : comme au temps de l'esclavage « ils ne comptent pas », c'est la négation de leur existence, de leur humanité ; « le racisme est liberticide ». André dit, les larmes aux yeux, que c'est la première fois qu'il vit en tant que Blanc ce déni pour un Noir. Marc rappelle que l'homme est venu du Rift africain et que nos gênes à tous viennent du centre de l'Afrique. Nicole, qui a toujours combattu tous les racismes, pense que, quand les politiques n'ont rien à dire, ils se servent du racisme. Un militant politique pense qu'il ne s'agit pas d'une histoire de gênes, mais d'exploitation et qu'on instrumentalise la haine raciale dans un climat pourri. Une Algérienne, chef de service dans un hôpital, a porté plainte après avoir été traitée de « sale Arabe ». Une Sénégalaise, en France depuis deux ans, qui a vécu une histoire semblable, pense que les gens ne sont pas forcément mauvais, mais que ce sont les lois qui doivent changer. Quelqu'un a rappelé que la loi Gayssot condamne tous les actes racistes. Un autre a raconté comment il a



Copyright : Photothèque Rouge/MILO

été témoin récemment d'un contrôle de deux jeunes Noirs à l'Agora par trois policiers et que l'un de ces derniers a reconnu, en aparté, qu'on leur demande de faire du chiffre. Eric a appelé à la mobilisation contre tous les « décomplexés », en écho au titre du tract d'appel à cette soirée intitulé « Stopper un climat de haine et de violences racistes décomplexées ! Solidarité avec Ibrahima, habitant d'Evry ». Deux amis d'enfance d'Ibrahima ont donné un éclairage inattendu sur leur éducation au Sénégal : Aliou a rappelé qu'Ibrahima était un exemple pour les autres et que « les justes sont souvent victimes de ce qu'ils ont combattu » ; l'autre, Abu, a donné des détails sur l'enfance d'Ibrahima avec l'humour d'un vieux complice, dit que, si les agresseurs l'avaient connu personnellement, ils ne l'auraient pas frappé et ajouté que le racisme peut venir de partout, sous-entendu de leur propre communauté africaine. Enfin, Michèle, l'épouse d'Ibrahima, a dit comment elle, une Blanche, avait été accueillie la première fois dans sa famille, qu'elle y serait toujours « la bienvenue », qu'elle y était « chez elle ».

Ensuite, la soirée s'est achevée par le repas partagé, par la poursuite informelle des échanges, pendant que chantaient Martine Platel, du MRAP, en s'accompagnant de son orgue de Barbarie, puis le chanteur sénégalais Goby Thiam accompagné à la guitare par son compatriote N'Diath

Michel Chesseron

SOIRÉE DE SOUTIEN À SARLAT

Communiqué de presse SOLIDARITÉ AVEC IBRAHIMA DIA, VICTIME D'UNE AGRESSION RACISTE NE PAS ACCEPTER L'INTOLÉRABLE

Pendant ses vacances en Dordogne, à Nabirat, le 7 mai dernier, Ibrahima DIA a été victime d'une violente et odieuse agression à caractère raciste (insultes, propos injurieux, violences physiques) ayant entraîné un long arrêt de travail.

Le Comité de Soutien du Sarladais organise, le lundi 13 Janvier à 20h30 au Cinéma Rex, la projection du film « PAS D'HISTOIRES ! » film en 12 regards sur le racisme au quotidien, écrits par des ados et réalisés par des professionnels (Vincent Lindon, Paul Boujenah, Yamina

Benguigui, ...)

Un débat suivra, animé par Vincent Lelièvre, historien, membre du Comité régional de la L.D.H., en présence d'Ibrahima et de son Comité de Soutien d'Evry (ville dont il est résident).

Participation : 4,50 €.

Le procès de ses agresseurs aura lieu le mardi 14 Janvier à 14h au Tribunal de Bergerac.

Venez nombreux, nous manifesterons ainsi notre soutien devant le Tribunal.

Rendez-vous covoiturage parking du Lycée Pré de Cordy (Sarlat) à 12h30 le mardi 14 Janvier.

Signataires : ATTAC Bergerac, Citoyennes et Citoyens, CGT 24, Comité régional LDH, FSU, NPA, Front de Gauche, GA, PCF Sarlat, PG Bergerac, SUD Santé Sociaux.

Café de l'actu

L'association des Fombouniens en Ile-de-France (AFIF)

Mardi 4 février 2014 18h30 à la Maison du monde

L'AFIF est une **association de Comoriens** originaire de Fombouni, capitale de la région de Badgini, au Sud-Est de la Grande-Comore. Elle s'est créée en 2010 et est résidente à la Maison du Monde depuis un an environ.

Elle a pour objectif d'être une structure d'entraide pour le développement socio-culturel, sportif et économique entre les Comoriens qui résident en Europe et ceux de la Grande Comore. Elle mène des actions de solidarité dans divers domaines : la santé (financement d'une maternité entre autres), l'aide aux handicapés, l'éducation, l'adduction de l'eau, etc...

Elle aide également les Comoriens qui résident en Ile-de-France dans le domaine de l'insertion professionnelle, de l'alphabétisation, de l'aide aux devoirs, de l'accompagnement administratif...

Une association dynamique, qui ne manque pas de projets, qui nous fera découvrir une région du monde assez méconnue.

L'apéritif sera préparé par des jeunes Comoriens qui nous feront connaître leur cuisine.

LE PROCÈS À BERGERAC

Mardi 14 janvier, l'audience de cette odieuse agression passait devant le tribunal de Bergerac. Si la victime et les trois prévenus étaient bien présents, **l'affaire n'a finalement pas été jugée.**

Code de procédure pénale et Respect du droit

Dès le début de l'audience, les avocats des prévenus, Maîtres Lauriane Dargelas et Guillaume Geimot, ont soulevé la nullité de la procédure, arguant d'un certain nombre d'irrégularités commises semble-t-il par les gendarmes lors de leurs investigations, des erreurs d'horaires, de notifications, des irrégularités dans les actes de garde à vue. Ils demandaient donc l'annulation complète de l'enquête, et reliant le fond à la forme demandaient de fait la relaxe de leurs clients.

Le procureur de Bergerac, Mme Dubost, a elle-même reconnu que cette procédure mal faite n'était "certainement pas un modèle du genre", mais qui, selon elle, n'est pas entachée de nullité. Elle demandait donc de dissocier forme et fond.

Si pour la présidente du tribunal, "la procédure n'a pas été menée dans le respect du droit" et "le grief à l'encontre des trois personnes mises en cause porte gravement atteinte à la défense", elle a néanmoins conclu en expliquant qu'"aujourd'hui cette affaire ne peut être jugée en l'état" mais "il ne s'agit pas d'une décision sur la culpabilité, il y a possibilité d'une autre enquête".

« Je ne lâcherai rien »

A la sortie du tribunal, lors de prises de paroles improvisées, Ibrahima a déclaré qu'il était « surpris de la tournure pris par les événements, mais pas déçu car la Justice n'était pas passée », « En ce qui me concerne je ne lâcherai pas jusqu'à ce que la justice se fasse ». Avec son avocat Maître Pierre Daniel-Lamazière, il va donc demander l'ouverture d'une nouvelle instruction pour qu'un juge mène l'enquête.

Comités de soutien

Un comité de soutien, véritable témoignage vivant de moralité, avait fait le déplacement ce mardi depuis Evry pour reconforter Ibrahima. Si certains se retrouvent également dans les organisations au sein desquelles il milite pour ses droits et ses idées, ils étaient pour beaucoup simplement des proches, des amis, des évryen(ne)s qui le côtoient au quotidien et avaient souhaité braver fatigue et froid pour être à ses côtés pendant cette éprouvante journée. On les reconnaissait au badge qu'ils arboraient sur leur poitrine, et autour de la banderole qui a été déployée devant le palais de Justice de Bergerac.

Des citoyens de Sarlat, regroupés en comité de soutien local, se sont également joints à ce rassemblement de solidarité et de vigilance jusqu'à obtention de la Justice pour Ibrahima.

Des engagements ont été pris de poursuivre ensemble ce combat, celui de la dignité contre le racisme !

Ramon Gomez

Président du Comité de soutien

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

décembre 2013

« Atlas des migrations : un équilibre mondial à inventer »

Catherine WIHTOL DE WENDEN – livre – 2012

« Economie verte : marchandiser la planète pour la sauver ? »

ALTERNATIVE SUD – livre – 2013

« Industries minières : extraire à tout prix ? »

ALTERNATIVE SUD – livre – 2013

« Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman » »

Hajjat ABDELLALI – livre – 2013

Résumé : *Contrairement à la légende colportée dans les grands médias, le terme « islamophobie » n'a pas été inventé par les mollahs iraniens : il est apparu en France au début du XXe siècle, en pleine période coloniale, à une époque où s'exprimaient déjà de violents discours antimusulmans... Alors que l'hostilité à l'encontre des musulmans se traduit presque quotidiennement par des discours stigmatisants, des pratiques discriminatoires ou des agressions physiques, Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed font ici oeuvre salutaire : ils expliquent comment l'islam a peu à peu été construit comme un « problème » et comment l'islamophobie est devenue l'arme favorite d'un racisme qui ne dit pas son nom.*

Ce livre présente ainsi au grand public, pour la première fois,

un bilan critique des recherches menées, en France et à l'étranger, sur ce phénomène. Faisant le point sur les débats autour du concept d'islamophobie, il offre une description rigoureuse des discours et actes islamophobes, en les inscrivant dans l'histoire longue du racisme colonial et dans leur articulation avec l'antisémitisme. En insistant sur l'importance des stratégies des acteurs, les auteurs décortiquent le processus d'altérisation des « musulmans » qui, expliquant la réalité sociale par le facteur religieux, se diffuse dans les médias et ailleurs. Ils analysent enfin la réception du discours islamophobe par les musulmans et les formes de contestation de l'islamophobie par l'action collective et la mobilisation du droit antidiscrimination.

« Main basse sur la terre : Land grabbing et nouveau colonialisme »

Stefano LIBERTI – livre – 2013

« Palestine, Israël : pour en finir avec les idées reçues »

PLATEFORME DES ONG FRANCAISES POUR LA PALESTINE – fascicule – 2013

« Violences sexistes et sexuelles au travail : faire valoir vos droits »

AVFT – livre – 2011

GRILLE N° 118

L'Ukraine
entre
Europe et
Russie

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I					■					
II							■			
III		■			■					
IV									■	
V		■					■			■
VI						■				
VII			■					■		
VIII	■									
IX				■				■		
X		■	■	■						
XI					■		■			

agenda

Samedi 25 janvier
14h-17h30
Maison des syndicats d'Evry
**Lutte contre le racisme
(Hommage à Nelson Mandela)**
Organisé par Equité / UD 91
CFDT en partenariat avec la
Maison du Monde

Jeudi 30 janvier
A 19h
Maison des syndicats d'Evry
**QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?
Contexte et enjeux
géopolitiques du conflit**
Rencontre organisée par le
Collectif Méditerranée de la
Maison du Monde
Programme : page 2

Mardi 4 février
A 18h30
A la Maison du Monde
**Café de l'actu : L'association des
Foumbouniens en Ile-de-France
(AFIF)**

Samedi 15 mars
Après-midi
**Assemblée Générale de la
Maison du Monde**

Samedi 24 mai
**Fête des 30 ans de la
Maison du Monde**

Horizontalement

I. De 1922 à 1991, l'Ukraine a fait partie de l'«ensemble» des pays soviétiques. Peuple turcophone de Crimée. **II.** Une partie importante des Ukrainiens veut se rapprocher de l'«U.E.» (orthographe du site web officiel). Ce pays a disparu en même temps que l'URSS. **III.** Révolution pacifique. Les Ukrainiens sont plutôt de cette «couleur». **IV.** Le 26 avril 1986 à 1h 24mn, son réacteur n°4 a explosé à Tchernobyl. **V.** Dans ce pays à majorité orthodoxe, le catholicisme dit uniaste suit un rite du nom d'un «peuple méditerranéen». Négation. **VI.** Hasards. Chez les orthodoxes, Noël se «célèbre» le 7 janvier. **VII.** Personnage d'une pièce de Brecht. Le boxeur Vitali Klitschko est un «meneur» de la révolte contre le gouvernement de Viktor Ianoukovitch, qui a rompu les pourparlers avec l'U.E. pour se rapprocher de la Russie. Préposition. **VIII.** Les manifestants qui ont dressé des barricades sur la place Maïdan Nezalejnosti ne «perdent pas leur pugnacité». **IX.** «Céréale» qui faisait dire que l'Ukraine était le grenier de la Russie. Lettres d'Ukraine. Cœur de Vladimir (Poutine). **X.** Par les derniers accords avec Poutine, le président Ianoukovitch se croit «dispensé» de rendre des comptes au peuple. **XI.** Capitale actuelle de l'Ukraine. L'Ukraine possède plus de 19 % des ressources mondiales de ce minéral.

Verticalement

1. Une des raisons pour lesquelles la Russie veut garder l'Ukraine dans son giron, c'est qu'elle en est le «lieu d'origine». Le KGB démantelé. **2.** L'accord avec Poutine n'a été

ni «parcouru» ni approuvé par les opposants Ukrainiens. Cette «chaîne de supermarchés» est présente en Ukraine. **3.** Révolution «couleur de fruit» qui a secoué l'Ukraine fin 2004 et porté au pouvoir Viktor Iouchtchenko et son alliée Ioulia Tymochenko. Au bout de la Crimée. **4.** Ianoukovitch est revenu de Russie avec des «accords financiers» qui éloignent l'Ukraine de l'UE et provoquent la colère des manifestants. La moitié de la capitale ukrainienne. **5.** Ces «connexions» modernes ont joué un rôle important dans la mobilisation des manifestants. **6.** Cette «plante» est utilisée dans une expression qui signifie molester, comme c'est arrivé dans la nuit de Noël à la journaliste Tetiana Tchorovol parce qu'elle faisait des investigations sur la corruption au plus haut niveau de l'Etat. Ensembles musicaux. **7.** Doublée dans un des mots de la grille. Ces femmes ukrainiennes ont fait des émules dans le monde par leurs manifs originales. **8.** Appelé aussi «bois puant», cet arbuste pousse en Europe, donc en Ukraine. Cet organisme international qui propose des séjours linguistiques a une antenne en Ukraine. **9.** Les retombées radioactives après l'explosion de Tchernobyl ont atteint l'«acide désoxyribonucléique» des gens en provoquant des mutations génétiques. Moscou n'a jamais renoncé à «déployer» son influence sur les anciens pays satellites de l'URSS. **10.** «Parlement» de la République ukrainienne. En Ukraine, pays en partie russophone, le tiraillement entre l'U.E. et la Russie est un problème «non résolu».

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	C	C	O	R	D	S	■	H	O
II	M	A	R	C	H	A	N	D	E	S
III	E	T	E	■	O	R	I	E	N	T
IV	R	A	T	■	D	■	D	U	R	■
V	■	Y	E	M	E	N	■	I	I	I
VI	I	■	■	■	O	S	U	T	L	■
VII	F	I	J	I	■	O	A	■	F	E
VIII	■	T	A	■	■	C	O	T	E	S
IX	N	A	P	A	L	M	■	E	T	■
X	E	M	O	I	■	A	U	T	E	L
XI	■	A	N	N	A	M	■	E	S	E

SOLUTION - Grille n°117
Le Vietnam